

## Directoire - Executive Board

### **\*LE CPD APPELLE LE RÉGIME À LIBÉRER LES LEADERS SÉCESSIONNISTES ET À S'ENGAGER DANS UN VÉRITABLE DIALOGUE INCLUSIF POUR LA PAIX...\***

Deux recommandations principales ont conclu le «Grand Dialogue National» qui s'est déroulé à Yaoundé du 30/09 au 04/10: la proposition de la double nationalité et la création d'un « statut spécial pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest conformément à l'article 62-2 de la constitution ».

Dans la foulée de ce monologue abusivement appelé «Grand Dialogue National» (GDN), le dictateur Paul Barthélemy Biya a procédé, les 03 et 04 octobre, à la libération de certains prisonniers politiques arrêtés dans le cadre de la crise anglophone et de la crise post-électorale. Parmi eux, on compte Maurice Kamto, Christian Penda Ekoka, Albert Dzongang, Michèle Ndoki, Valsero, etc. arrêtés pour avoir contesté les résultats de la présidentielle de 2018 ou Jules Anama et ses compagnons pour avoir manifesté leur souhait de changement.

Concernant cette actualité, le Directoire du Cameroon Patriotic Diaspora (CPD) :

- Doute profondément de la volonté du régime d'Etoudi d'octroyer un "statut spécial" aux régions du NO-SO, statut véritablement nébuleux dont personne ne peut aujourd'hui définir les contours. L'expérience de la réunion Tripartite de 1991 enseigne que l'on doit rester vigilants face à ce régime qui est foncièrement de mauvaise foi comme le montre son refus de mettre en œuvre la décentralisation inscrite dans la constitution de 1996, issue des accords de la Tripartite;

- Prend acte de la recommandation du "Grand Dialogue" pour la légalisation de la double Nationalité revendiquée par les organisations politiques de la diaspora depuis une vingtaine d'années. Mais le CPD doute très sérieusement que le pouvoir médiocratique veuille la mettre en œuvre; il y a près de 10 ans une commission envoyée par Yaoundé avait sillonné la diaspora, claironnant que la "*double nationalité c'est pour bientôt!*"

- Constate que le « Grand Dialogue National » qui s'est tenu sans les préalables énoncés par le CPD et diverses autres organisations politiques et de la société civile, et sans la participation des leaders séparatistes, a été une occasion ratée pour ramener la paix dans les régions anglophones. Au final, Ce GDN n'aura été qu'une autre roublardise du régime pour répondre à la pression internationale, sans d'ailleurs duper personne ;

- Réitère son appel à toutes les forces patriotiques et démocratiques l'intérieur et de la diaspora à continuer à lutter pour la tenue d'un Véritable Dialogue National Inclusif sur la crise anglophone ;

- Salue la libération de certains prisonniers politiques par le régime et appelle à l'élargissement de tous les autres prisonniers politiques dont Wilfried Siewe, Mamadou Mota et de nombreux autres, qui continuent de croupir injustement dans les geôles infectes du régime criminel au pouvoir ;

- Appelle à la libération de tous les leaders séparatistes anglophones emprisonnés à Yaoundé, et à la levée des mandats d'arrêt lancés contre ceux en exil, afin d'engager un véritable Dialogue avec eux, en vue d'un processus de pacification dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest et du retour, entre autres, des enfants dans les écoles ;

- Dénonce une fois de plus toutes les formes de violation des droits humains, quels qu'en soient les auteurs, perpétrés dans le NO-SO et appelle aussi bien les groupes armés séparatistes que l'armée nationale, à se conformer au droit international Humanitaire. A cet égard, le CPD condamne fermement le meurtre barbare de la gardienne de prison Florence AYAFOR et appelle les séparatistes à tout mettre en œuvre pour arrêter les coupables de ce crime ignoble.

Fait à Munich, le 06 Octobre 2019  
Le Directoire du CPD